UCL Université catholique de Louvain

Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme

LOCI – Site Architecture Saint-Luc Tournai

Sogoniko, rue 104, porte 491

Carnet d'un voyage improbable.[1]



Sébastien Verleene – Enseignant chercheur en architecture.

[1] Article publié dans *MaYaK*, N°6 Printemps 2012, Revue-Livre de *l'association Groupe Esthétique !* Editions *Phare-Papier-* Bruxelles 2012.

Chaussée de Tournai, 7 – B 7520 Tournai
Téléphone +32 (0) 69 25 03 22 – Fax +32 (0) 69 25 03 88 – E-mail : loci-tournai@uclouvain.be



Vendredi 18 Décembre 2009, 7h, il neige. Les rues se déplient sous mes chaussures faisant craquer les trottoirs blancs et mous. Le train est là, comme conscient du long voyage qui m'attend vers Bamako, au Mali. L'Afrique est enneigée ce matin ! Ailleurs est déjà là… 4H du matin, mon voisin de siège me réveille, l'avion vient de se poser sur le sol malien, à 30°. Un frère de Koufecou m'attend. Pas de formalités, il est policier, nous contournons les contrôles… La Mercedes file sur la ville endormie, des enfants traversent l'avenue, des ronds-points, des feux rouges et verts et nous basculons vers le quartier Sogoniko, dédale de rues sombres en terre et ordures battues, bordées d'arbres et de tranchées-égouts. "C'est ici." Il frappe à la porte de tôle, agressant la nuit paisible; des chiens gémissent. Il frappe… Il appelle : "Soumaïla ! ". Rien. Il frappe encore, appelle encore. Les chiens aboient maintenant. "Soumaïla !!!" La porte s'ouvre dans un bruit de ferraille. Je salue mon chauffeur et franchis la passerelle qui enjambe l'égout. La porte se referme, faisant une dernière fois sursauter la nuit.

Samedi 19 Décembre 2009, je m'éveille épuisé. Tel un papillon fatigué, je quitte la moustiquaire-cocon pour découvrir mes hôtes. Awa, toute de grâce et de sourire, m'indique le petit-déjeuner, m'allume la télévision et va me chercher de l'eau dans la cour, derrière la tenture. Buvant le chocolat, je promène mon regard : murs de bancos grossièrement enduits de bleu délavé, toit de tôles ondulées rayonnant la chaleur; entre les pièces que j'imagine minuscules, des tentures fleuries ondulent au rythme des ventilateurs. Au sol, des nattes en plastique tressé couvrent un vieux lino. Des fauteuils, une table basse, un meuble télé avec radio CD et lecteur DVD recouverts de tissus ; aux murs, une carte du monde colorée et une carte de l'Afrique… Des objets suspendus à de vieux clous, des photos d'enfants et sur le buffet, merci, un ventilateur ! La télévision diffuse des séries américaines violentes, les infos suisses, belges et françaises de TV5 Monde, des émissions maliennes aussi, ouf !! Je sors de cette solitude étouffante vers l'Afrique que j'entends. Dans la cour se dresse un robinet autour duquel virevolte un oiseau vert et rouge porté par ses ailes invisibles, qui suspend son bec effilé aux gouttes d'eau qui s'échappent. La rue passe derrière le mur tandis que de petites maisons en terre ou parpaings bordent la parcelle. Un manguier effeuille des chants de petits moineaux rouges. Les femmes s'affairent à la lessive et à la cuisine, fredonnant les musiques de la radio posée sur une pierre entre les bassines en plastique multicolore, les casseroles en inox et les braséros à charbon. Des petits enfants jouent dans la poussière. Ici, l'habitat n'est pas une maison mais une parcelle, une cour bordée de constructions. La pièce principale est donc extérieure et commune. Entrer chez une famille malienne, c'est entrer dans la cour, lieu des femmes par excellence ; elles y mangent, y réalisent toutes les tâches quotidiennes, s'occupent des enfants, chantent, rient, s'engueulent… Les hommes vivent la rue ou la maison mais peu la cour ou alors les auvents, espaces tampon entre l'intimité du foyer et la communauté de la cour. Les femmes sont au centre, en pleine lumière, les hommes autour, dans la pénombre et le secret. La pièce principale – la cour – est un *espace servant* : cuisine, lessive, toilette des enfants sont au centre et au sol ; ni table, ni chaise, les femmes, pliées en deux, jambes tendues, fesses vers le ciel, organisent en musique le rythme quotidien, les yeux posés sur la terre battue. Sogoniko, " là où les animaux viennent boire", est un quadrillage de lignes de terre. Les arbres longent les rues et habitent les cours en un savant mélange de sérénité et d'anarchie. Toute la ville est dans la rue, étalée à l'ombre des manguiers et des acacias : les marchands, les artisans, les cuisinières, les salons-télé, les enfants… beaucoup d'enfants… Chaque espace est vie. Chaque espace est ville. Nos yeux européens pourraient y voir du désordre, habitués aux rues vides et places désertes traquant l'informel et le bruit. Ici, l'Homme est la ville ; il expose son labeur, fait la vaisselle sur le trottoir, s'installe un salon sous un arbre. La rue est vie sociale nue, cris d'enfants, radios, télé, ferronnier frappant l'enclume, voitures ou scooters polluants, musique,

machines à coudre, fritures,... Ce que nous nommons pollution sonore est ici l'essence de la ville... Le soleil est lourd. Une échoppe délabrée propose de la *sérigraphie haute-qualité*, des pneus empilés faisant rond-point et soudain, un fleuve de bitume brûlant, charriant des centaines de scooters MBK-Power, de vieux camions Mercedes débordant de passagers et des milliers de véhicules achevant leur vie polluante en entraînant dans leur lente agonie l'image d'une Europe responsable. Traverser ce fleuve mécanique paraît impossible. Parfois courir, attendre, jauger... Sauter l'égout pour atteindre l'autre rive où des vieux, assis tranquillement devant leurs échoppes, me saluent gentiment, installés paisiblement devant un thé en regardant passer ce troupeau incessant d'hippopotames de ferraille occidentaux, apparemment bien acclimatés au continent africain... Je replonge dans Sogoniko 2, un quartier récent, informel et sale. Les habitants semblent issus des campagnes : de nouveau-nés urbains découvrant la vie citadine. Un pont... Et le long de la rivière, un long serpent aux écailles vertes – carrés de maraîchage parsemés de bananiers et de papayers – me fait oublier un instant les deux (ou trois) millions d'habitants de ce monstre urbain. Voilà le marché, envahi d'articles chinois, indiens, américains. Pas de produits maliens. Chaussures, T-shirt, gadgets, téléphones portables... Les rues aussi sont colonisées de résidus d'économies en quête de croissance : carcasses rouillées Peugeot ou Renault, paquets de Marlboro, canettes de Coca, emballages Nestlé, les multinationales s'exposent en mauvaise publicité du fond des caniveaux verdâtres infestés de mouches et de moustiques. Pourtant, les femmes sont élégantes et raffinées ; des fleurs de beauté multicolores bravant la poussière. Les hommes sont gais et sages, les enfants crient et courent. Le rêve de ville est bien vivant.



Dimanche 20 Décembre 2009. Koufecou arrive vers midi et me salue tel un vieil ami. Il vient du Burkina Faso… Koufecou est descendant des grandes familles qui ont fait la grandeur des empires du Mali depuis le XII^{e} siècle. Il est doux et sage, puissant et fragile, presque sacré. Nous mangeons ensemble, parlons de son périple pour assister aux états généraux de l'ONG Eaux Vives à Ouagadougou, de la Belgique où il a étudié, de la *Charte du Mandé*, véritable déclaration des droits de l'Homme, énoncée au XIII^{e} siècle par l'empereur Soundjata Keïta, 500 ans avant la révolution française… Il me parle de son mariage l'an dernier avec sa seconde épouse. Il s'étonne d'être tombé amoureux à soixante ans ! Une sieste et nous partons en taxi pour le quartier Missira où sous l'égide d'Aminata Traoré, les habitants, organisés en association ont pavé leurs rues. J'ai hâte de rencontrer ces rues et leurs urbanistes improvisés. La vieille Mercédès jaune devra traverser la ville pour atteindre Missira. Nous glissons au rythme de la kora et des discussions sur cette autoroute qui fend la ville ; de chaque côté, des voies réservées aux mobylettes qui se suivent les unes derrière les autres tel un mille-pattes fumant et vrombissant. A chaque carrefour, des enfants brandissent des ribambelles de recharges Orange pour téléphones portables, des Pères-Noël en plastique ou des sachets bleus gonflés d'eau fraîche. Des taxis collectifs stationnent sur les flancs de ce monstre polluant ; leurs rabatteurs crient des directions et chargent les clients tapant sur la carrosserie pour communiquer avec le chauffeur. Tout est vitesse, bruit, poussière, chaleur étouffante. Nous franchissons le fleuve Niger par un pont offert par le roi d'Arabie Saoudite. Les abords du fleuve sont sauvages, voués au maraîchage, à la pêche, à la lessive. Des taches de couleur carrée sèchent sur les grèves de roc. Le fleuve est impassible, parsemé d'îles verdoyantes et de pirogues élégantes traçant leur sillage en calligraphie sur ce ciel liquide. Il semble ignorer la ville, être d'un autre temps ; difficile de sentir d'où il vient tant il baille tranquillement dans son lit, là-bas, en contrebas. Insoupçonnable horizon bleu au cœur de la folie, fossile liquide à l'échelle d'un continent : la ville semble s'en méfier, laissant ses rives de joncs, jacinthes, eucalyptus, manguiers et cocotiers faire rempart à sa nature indomptable. De ce bord mystérieux, émergent une tour posée sur les arbres tel un vaisseau spatial et des buildings en construction. Le pont est derrière nous maintenant, la ville se resserre, le taxi fait des ronds autour des points, socles de monuments à la gloire du peuple, du Mali ou de la révolution. Puis le centre, fou et gris où les arbres sont poussière et les couleurs diluées dans les gaz d'échappement. L'architecture, les hommes et les arbres émettent une lumière cuivrée qui fait fondre la ville en un moulage uniforme, le cauchemar est fascinant. Le taxi s'arrête : Missira. Nous descendons. Je quitte l'asphalte brûlant et sens sous mes pieds la fraîcheur pavée des monts Mandingue. Je viens de franchir une frontière. Hôtel Djenné… Nous entrons et l'Afrique nous accueille. Les murs et les meubles nous murmurent en soixante langues qu'ici couve une révolution tranquille et colorée, qu'ici, prend naissance un autre monde où l'Afrique existe. Aminata est absente… Le temps s'est ralenti dans la rue. Des enfants jouent avec la nuit qui s'annonce, ils sont en sécurité : des arbres les surveillent.

Mardi 22 Décembre 2009, moment tant attendu : rencontrer Aminata Traoré. Petit-déjeuner : Nescafé, lait en poudre, sucre, baguette industrielle. J'enfile une chemise blanche, Koufecou est en boubou et chapeau bleus, il est magnifique et respire la richesse culturelle des empires mandingues, balayés par les colonisations. 10H, la rue est déjà gonflée de chaleur. Nous marchons au rythme du soleil, nous arrêtant de ci de là pour saluer. "Bonjour, ça va ? La famille, ça va ? – C'est bien. – Merci, merci. – Et les enfants, ça va ? – C'est bien, merci, merci. – Et la Belgique, ça va ? – Ah… D'accord. Allez, à bientôt, bonne journée… – Merci, merci." Le quartier est calme. Des enfants organisent leurs échoppes improvisées devant l'égout… Arrivés à l'avenue, la chaleur est plus dense. Un taxi ! " Hey taximan ! Bonjour, ça va ? Missira, hôtel

Djenné, combien ? 2000...? Ah non, c'est trop cher, allez 1500... ?" Un passager est dans le taxi. "Bonjour, ça va ? Ça va bien ?" La conversation s'engage. Koufecou se présente : "Traoré, du village de Samalofira, je suis à la retraite, j'étais hydrologue. " L'autre passager est musicien, il va dans la direction opposée mais a le temps et préfère faire route avec nous : "J'y gagne en connaissance donc je ne perds pas de temps " dit-il. L'avenue est bloquée, les véhicules se faufilent dans le moindre interstice. La chaleur est suffocante dans le taxi immobile. Pendant que la conversation rieuse tourne en volutes de bambara, j'observe les véhicules voisins. Pas d'énervement, pas de stress, juste des passagers de la même caravane qui finira bien par avancer... Quelle sérénité ! En Europe, les gens deviendraient fous. Ici, la conscience collective domine et le coup de klaxon est un signe, une parole, un avertissement, pas une insulte. Il semble que le rythme fou de la ville n'entache pas le calme élégant des Maliens. Le chauffeur coupe par une station essence pour échapper au mille-pattes mécanique. Voici le second pont de Bamako puis le centre, où l'architecture disparait, recouverte d'un manteau de bâches et d'arbres poussiéreux brodé de milliers d'objets. On croirait un emballage de Christo. Les façades étrangement absentes laissent place à un enchevêtrement de marchandises importées et de corps urbains. Voilà Missira, la ville retrouvée, pavée de mosaïques de pierres extraites de la colline qui pointe derrière les maisons, là-bas ! Les égouts sont couverts de plaques de béton et des arbres de multiples essences climatisent les rues propres de leurs ombres étoilées. Le vacarme assourdissant s'est mué en chants d'oiseaux irisés et en paroles qui claquent. Les habitants sont installés en paix sur ce pavage frais qui leur appartient. Une autre ville, un autre monde que chacun a rendu possible, une harmonie urbaine... Non plus la juxtaposition d'erreurs politiques, économiques et spatiales mais l'engagement concerté comme moteur de ville et de dignité. Nous nous asseyons avec Aminata.[2]

—Lorsque j'ai débuté mes recherches, j'ai découvert votre projet *Le soi, les voisins, le quartier.* J'abordais la ville sous cet angle et je me suis dit qu'il fallait que je vienne... On a tendance à évacuer l'habitant de la réflexion sur la ville et vous, vous proposez des solutions concrètes pour que les gens continuent à rêver de la ville.
— Et à l'habiter effectivement.
— Pourriez-vous me parler de cette réalisation ?
— On a pavé 350000 m² de rue avec deux associations au départ, on est une fédération de soixante maintenant. En tant que psychosociologue, je suis partie de la question de la personne humaine et de ce qu'on appelle *les établissements humains*, la relation à soi-même dans un environnement donné, la question des repères, des dynamiques locales, pour se reconnaître dans des initiatives de développement ou en être éjecté ; c'est ça qui est à l'origine de mon premier livre *L'étau*[3]. La Banque mondiale était à l'origine d'un projet, l'AGETIP[4], dans un contexte politique explosif où le Mali venait de payer l'alternance politique au prix de 300 personnes tuées. Alors, tu t'imagines qu'immédiatement après ça, les villes étant des poudrières, je m'étais dit que si une institution financière intervenait dans un tel contexte, c'était certainement pour en comprendre les tenants et les aboutissants, et centrer la réflexion et les initiatives sur les gens. Ça n'a pas été ça... J'ai vu que c'était du saupoudrage, de la poudre aux yeux, c'est-à-dire, faire semblant de donner du travail aux gens pour mieux administrer leurs propres recettes. On a incité des tas de gens à devenir des entrepreneurs. Ils prétendent avoir créé 700 entreprises mais en fait chaque contrat qui était donné sur la base clientéliste ou

---

2 Entretien réalisé à l'Hotel Djenné, Missira, Bamako, le 22 décembre 2009.
3 Aminata Traoré, *L'étau* , Editions Actes Sud, Collection Afrique, Paris 1998.
4 Agence d'exécution des travaux d'intérêt public

parenté politique était considéré comme une entreprise créée. Des jeunes entrepreneurs ont dû fuir, c'est scandaleux…

Mohammed, viens ici… !!! Mohammed, je veux qu'on mette les bouchées doubles… (Ça, ça vous aurait plus… On a créé avec les refoulés, les jeunes qui ont été chassés, les candidats à l'immigration, une architecture entièrement en terre faite à la main avec eux.[5] On est en train de mettre le solaire…) Mohammed, je voudrais faire fonctionner la pompe avec les panneaux solaires. Maintenant, on a la configuration du terrain, c'est extrêmement important qu'on s'occupe de l'irrigation car les arbres vont souffrir s'ils ne sont pas arrosés. Mais, la génération des panneaux solaires qu'on a ici, on les trouve même plus. C'est comme les mobylettes et toutes les technologies, quand ils ont des fonds de stock, ils les évacuent sur l'Afrique. Moi, c'est ça qui me fait de la peine, on est obligé d'acheter du matériel dépassé.

—Mais Aminata, c'est extrêmement cher d'acheter d'autres panneaux solaires !

—Mohammed, tu te mêles de ce qui ne te regarde pas. Moi, j'ai besoin de toi comme technicien. Tu me donnes un prix bas car le matériel est dépassé.

—Bon, dépassé… c'est vrai que ce n'est pas cher. Mais une technologie plus avancée, je ne la vois pas dans la brousse. C'est trop compliqué pour la brousse.

—Tu n'as pas beaucoup de respect pour les gens de la brousse… Quand tu vas installer tes panneaux solaires, qu'est ce qui est compliqué pour les gens ? D'abord, y'a pas de brousse : Didiéni, ce n'est pas la brousse, il faudra former les gens et, si on peut installer les panneaux à l'endroit repéré afin que ça ne jure pas trop avec l'architecture en terre… J'aurais vraiment aimé qu'avant le 31 décembre, on ait avancé considérablement.

—Vous réalisez ce projet avec les jeunes revenus de Ceuta et Melilla dont vous parlez dans votre dernier livre[6] ?

—Oui. J'ai essayé de m'occuper d'un groupe. Je reste persuadée que ce n'est pas en leur disant que c'est dangereux qu'on pourra changer quoi que ce soit. Par contre, si tu pars du fait que le gonflement des flux migratoires est symptomatique de l'échec d'un modèle de développement, c'est ce modèle qu'il faut changer pour aider les gens à ne pas partir à tout prix. D'autant plus qu'ils ne sont pas désireux de partir. Ils ne savent pas ce qui les attend, mais ça ne suffit pas de leur dire que d'autres sont morts. Les quelques-uns qui sont passés et qui peuvent envoyer de l'argent donnent l'impression que tu as toujours une chance même si c'est la loterie. Moi, je prends le problème non pas en commençant à dire que je vais leur parler ; la meilleure manière de vous adresser à eux, c'est de les impliquer dans la transformation sociale, économique, matérielle et politique des lieux de vie. Les poches de départ sont des zones qui souffrent de problèmes climatiques graves, les gens ont dû se rabattre sur le charbon de bois ce qui veut dire coupes d'arbres. Puisqu'il ne pleut pas, les jeunes veulent émigrer. Ceux qui ont essayé d'aller en France et qui ont atterri en Espagne, parviennent à envoyer de l'argent à leurs parents. Donc, de fil en aiguille, les gosses croient que c'est là-bas que ça va se résoudre. Mais, il faut leur dire qu'il y a un durcissement des politiques migratoires là-bas, de manière injuste puisque ces mêmes pays ne cessent de dire ici ce qu'il faut faire. L'échec est de part et d'autre. Maintenant, l'une des réponses, et très concrètement : ce sont des gosses blessés, profondément meurtris, qui n'ont plus confiance en rien et qui viennent retrouver quand on les refoule, les mêmes réalités qu'ils ont voulu fuir… Donc, le symbole d'une maison construite avec eux et par eux, en matériaux locaux, énergie solaire, toutes les solutions alternatives, toilettes sèches… permet d'articuler les réponses au défi écologique avec les réponses à la violence politique. C'est ce que nous sommes en train de faire. On voudrait que 2010 soit l'occasion d'ouvrir cette maison qui

---

5 *CAHBA, Centre Amadou Hampâté Ba*, http://w ww.centre-cahba-bamako.org/acteurs/didieni/didieni.html

6 Aminata Traoré, *L'Afrique humiliée*, Éditions Actes Sud, collection Pluriel, Paris 2008.

va être à la fois accueil, accompagnement, formation, hébergement, tourisme alternatif, agriculture bio… C'est un hectare ; ce n'est pas énorme mais largement suffisant pour ce que nous voulons faire. Si ça marche, on va documenter cette microréalisation et voir si ça peut être multiplié, avec le même principe de base qui est de s'approprier les lieux de manière psychologique et matérielle en posant des actes. Et le peu qu'on a fait en matière de pavage à Missira a été revendiqué par énormément de gens. Gaoussou vous expliquera les contraintes institutionnelles qu'on a eues. C'est très intéressant de le savoir, nous l'avons appris à nos dépens : quand ça marche, il y a une volonté de récupérer et de vous exclure. C'était trop beau. On nous a dit, c'est mieux que ce soit une coopération entre les gouvernements malien et luxembourgeois ; ça doit passer par l'ANICT[7] et par la mairie… Quelque chose qui était parti sur des bases simples, ouvertes, qui permettait à tout membre de l'association de regarder dans le registre ce qu'on a dépensé, est devenu un truc extrêmement compliqué. Certains sont allés dire qu'on n'avait pas fait d'étude de faisabilité, qu'il y aurait des risques d'inondation ; y'en a pas, y'en a jamais eu. En fait, c'était une manière de faire entrer les bureaux d'études… On avait tellement simplifié le schéma, c'était tellement fonctionnel qu'il fallait vraiment le transformer et le conformer à ce que les bailleurs de fonds ont établi comme schéma d'intervention. Il fallait le rendre inaccessible aux gens. Même l'intitulé, *Le soi, les voisins, le quartier*, qui veut dire ce qu'il veut dire, ils l'ont transformé, ce n'était pas assez technique peut-être. Alors, ils ont mis M.L.I 00 machin … Ils ont changé l'intitulé et vidé de son contenu très citoyen, porté et mis en œuvre par nous. Maintenant, il faut que l'argent passe par tout un canal qui fait que nous n'avons plus les matériaux en temps voulu, les salaires non plus. Traditionnellement, les projets commencent par ce genre de démarches : les organisations internationales viennent avec un conseiller CTP[8]. Après, le conseiller se retire et on laisse les populations faire. Alors nous, de manière tout à fait inattendue : une solution qui émane de la base, qui n'a pas eu besoin de conseiller… Ces projets classiques auraient beaucoup à apprendre de la participation et de la manière de mobiliser et d'entretenir l'enthousiasme des gens. Mais ils ont voulu conformer notre projet à leur logique bureaucratique. Donc, maintenant, en devenant M.L.I machin chouette, le montant a été quadruplé, y'a des pourcentages pour l'ANICT, la mairie, le chantage… Tout ce qu'on a voulu éviter au départ en nous jetant à l'eau, (il fallait voir l'atmosphère quand on était vraiment en plein dedans), ils ont réussi à entraver tout cela, à nous lier les mains. Avec le montant qui a été mis dans la bureaucratisation, on aurait pu doubler les superficies pavées. Dans le même temps, le maire a pu avoir l'argent de la banque mondiale pour continuer mais à sa manière, sans les méthodes de mobilisation des populations ! Quand je dis qu'ils ont tous vraiment un compas dans la tête… Il fallait ramener ça aux méthodes conventionnelles. Lui, ce qui l'intéresse, ce sont les contrats avec les entreprises, fût-ce avec sa propre entreprise et donc nous, mettre des gens ordinaires, des jeunes qui font quelque chose… C'est pas parfait mais ce n'est pas le problème, c'est assaini, personne ne peut en douter. Nous, on se propose de documenter cette expérience, d'en débattre et de voir comment sortir du piège.

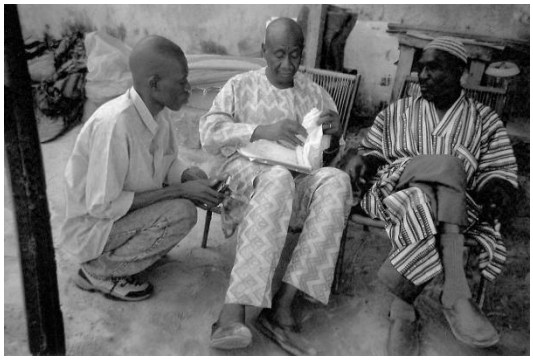
—Mais, se rendent-ils compte que leurs procédés ne marchent pas ?

—Ça ne marche pas pour vous et moi. Les gens qui veulent voir sont conscients que c'est une expérience unique en Afrique mais le problème est qu'en changeant le concept, ils savaient que c'était trop gros d'en faire totalement autre chose ; je reste donc responsable d'une fédération de soixante associations mais sans le projet puisqu'il est vidé de sa substance. Il faut que ça puisse leur servir politiquement. Notre projet était trop neutre, il ne servait aucune cause politique. Ni le maire, ni personne ne peut se réclamer d'une initiative citoyenne comme ça, donc on ne

---

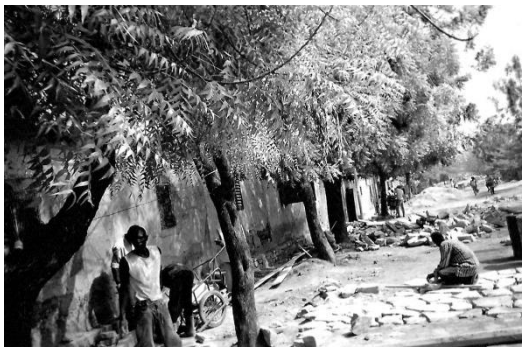
7 Agence nationale d'investissement pour les collectivités territoriales.

8 Conseiller technique principal.











l'encourage pas. Par contre, il ne se passe pas une semaine sans que quelqu'un vienne nous demander comment on fait. Ils ne demandent pas si on peut le faire ensemble, ils demandent juste comment obtenir l'argent et comment le faire. Au lieu de mobiliser le quartier pour faire bout à bout afin que ça puisse se faire d'un seul tenant, chacun veut faire sa rue dans son coin, parfois c'est mal fait par manque de sable ou de ciment. Ici, on a formé des gens, on connait la quantité de sable ou le dosage de ciment. Mais si vous voulez économiser là dessus pour faire autre chose, ça ne marche pas… Ah, ce n'est pas évident. Disons que toute initiative qui tient la route aujourd'hui peut être détournée. Vous pouvez être fragilisé. Mais on ne baisse pas les bras pour autant. La visite du Président de la République l'a montré, lorsqu'on lui parle de ce que je fais, il salue l'initiative. La question est de savoir pourquoi on ne nous a pas donné les moyens de continuer, on a préféré changer le schéma d'intervention pour donner plus de pouvoir aux institutions qui n'ont jamais eues cette idée. C'est là l'injustice. Ces institutions ne s'imaginent pas le développement autrement que par passation de contrats, notre processus doit entrer dans les *normes* entre guillemets…

—J'aurais aimé savoir si c'est vous qui dessiniez les bâtiments.

—Oui, tout ici, c'est moi qui le conçois avec ma fille qui est *designer*, on prend les motifs de textile et on les reproduit sur les portes, les murs… Je m'assois ici, je montre les formes, j'ai un ami architecte qui fait les calculs ; je fais le reste avec les enfants.

—Je suis allé voir le petit marché que vous avez réalisé, Gaoussou m'expliquait que vous essayiez d'y développer un marché bio…

—Oui, mais bio, c'est trop dire car les exigences sont telles que je ne peux garantir que les gens n'utilisent pas d'engrais ; déjà commencer par dire que c'est un projet pour les produits naturels, textiles, vannerie, poterie, légumes… Ce qui est fait main ; que ce soit un lieu où on découvre des produits nouveaux, que les gens puissent vivre de ces savoirs locaux, ce serait déjà ça de gagné, et qu'au plan environnemental, tout ça puisse avoir du sens.

—Si je vous dis que votre combat est poétique ?

—Disons que c'est poétique et politique… Je me suis dit qu'il fallait créer un environnement mien, que j'aie envie d'habiter ici. Et là tu prends dans tes tripes. J'avais *vraiment* envie d'accoucher moi-même d'une demeure où je me sente bien dans les matériaux, les couleurs, les formes de convivialité ; par choix, car rien n'a été cassé ici. Ma technique, c'est toujours de couler une dalle par-dessus l'existant et de gagner en superficie. Dans l'avenir les Maliens gagneraient à aller dans ce sens car ça nous met à l'abri des problèmes fonciers. Dans les grandes familles, au lieu que chacun cherche à avoir son terrain à lui, son pré à lui, si les familles parvenaient à construire juste un étage… On est ensemble, on a moins de frustration. Aujourd'hui, les familles sont entassées, il y a des bagarres car personne ne pense que ça revient moins cher de couler une dalle que d'acheter un terrain. Dans les choix des matériaux, c'est pareil, on préfère le ciment par certitude parce qu'on nous a appris dans ce pays que le banco n'est pas solide, le banco, ça fait pauvre, le banco, c'est africain. Les colons avaient interdit de construire en banco ! Il fallait nous vendre l'industrie de la tôle et du ciment. Pendant la saison des pluies, beaucoup de maisons tombaient à cause de problèmes de fondations. Maintenant, les recherches en architecture de terre nous permettent de maîtriser ces dimensions. On a toujours ces mêmes problèmes car les maires donnent les terrains n'importe comment : des maisons sont sur des passages naturels de l'eau. De plus les élites ne veulent pas prendre de risque. Quand je construis comme ça, des gens me disent : "Autant construire une fois pour toutes." Ils n'ont pas confiance : "Moi, je ne suis pas riche, ce sera la seule maison de ma vie, je préfère construire en *dur* pour que ce soit du *solide*." La dimension esthétique est évacuée. Ce qui est vrai pour la maison, est vrai pour l'habillement, l'ameublement,… Seule la nourriture résiste, c'est très intéressant ; les comportements mimétiques prévalent plus en matière de

construction, d'habillement, mais les mets traditionnels restent des valeurs sûres. Le goût n'a pas été tellement façonné, le corps rappelle à l'ordre, c'est intéressant. Mais le gâchis est considérable en matière de construction car ces choix déterminent les comportements économiques et politiques. Quand psychologiquement, tu t'imagines dans la modernité à travers ce type d'habitat, tu vas te battre toute ta vie pour l'avoir, tu vas entrer en politique pour l'avoir. C'est dramatique, les maires aujourd'hui, savent qu'arrivés au pouvoir, il faut redistribuer ; la clientèle politique est récompensée à coup de terrains."

—Ce processus mène au repli sur soi à voir les maisons-forteresse des plus riches !

—Avoir une porte ouverte comme chez moi, c'est impossible… Peut-être que c'est mon itinéraire de sciences sociales qui m'aide. C'est un combat de tous les jours, des choix… Toute cette révolte intérieure, cette volonté de ne plus mimer, d'être soi, bien dans ses propres portes. Comme dit Kalamouro Bamba, au lieu de tailler le pied à la mesure de la chaussure, trouver chaussure à son pied.

—Le choix d'un matériau serait un choix politique ?

—Oui. En vingt ans, je me suis frayé mon petit bonhomme de chemin. Le pavage a bien pris, je n'ai eu aucune difficulté, au contraire je suis débordée. Les gens pensent que d'une manière ou d'une autre, je viendrai dans leur quartier et que ça changera. C'est une belle consolation après toutes les bagarres avec les maires qui ne veulent rien savoir. Les gens te sont reconnaissants d'y avoir pensé et de l'avoir fait et ça fait chaud au cœur. Ça marche plus facilement pour l'espace public car les gens voient tout de suite le résultat, ils savent que de toute façon, il n'y a pas d'alternative, le bitume ne viendra jamais devant chez eux. Ce n'est pas cher, c'est vite fait. Pour la maison, y'a un risque ; on le fait soi-même, avec son argent, ça coûte beaucoup plus cher, on a envie d'autre chose mais on ne sait pas si c'est solide, on ne sait pas trop si on sera ridiculisé. Les mentalités sont formatées. Quand un homme ou une femme a réussi, il se construit une maison en parpaings. Les gens me riaient au nez, certains se moquaient de moi ; même des amis architectes me disaient : " Pourquoi tu ne rases pas tout ça ? " Moi, je disais : " Ce mur, pourquoi il ne va pas ? Pourquoi je dois le casser ?" J'aime bien raccommoder, tisser la nouvelle corde au bout de l'ancienne. Je pense que ce sont des choix et des comportements d'actualité ; contre le gaspillage, l'ostentation… On me dit : " Tu as été ministre, tu es connue, tu es dans un quartier pauvre…" Je dis : " Où tu vois la pauvreté ? Je ne la vois pas, moi… Je ne sais pas ce que c'est." Seuls ceux qui sont enfermés sont pauvres. Socialement, c'est une telle richesse. J'ai pas envie de m'enfermer à double tour, je n'ai pas peur des miens. C'est vrai qu'on te sollicite beaucoup, y'a des moments où tu pètes les plombs mais c'est mon monde et je ne changerais ça contre rien du tout. J'ai vécu en Europe en appartement avec mes enfants, j'ai vu ce que c'est que vivre dans une ville *développée*.

—Il faut reconnaître que votre expérience est unique.

—Ça pourrait ne pas l'être ; c'est là où la dimension politique intervient. Je ne l'ai pas fait pour que ce soit unique. C'est le slogan altermondialiste quand nous disons qu'un autre monde est possible. Moi, je suis, du côté africain, membre fondateur du mouvement : le Forum social africain a vu le jour ici, ils étaient tous ici. La critique facile, c'est dire : c'est des gens qui mettent tout par terre sans rien proposer ni construire ? Beaucoup de gens qui partagent la même sensibilité que moi n'ont pas nécessairement l'espace. Peut-être que si j'habitais à Abidjan ou à Dakar, je n'aurais pas pu prendre d'assaut comme ça un lieu et le transformer. Bamako s'y prêtait. J'ai commencé dans un contexte où les politiciens ne voyaient pas ça comme une menace, ils n'y croyaient même pas. Rien ne dit que si c'était à refaire, ils ne me torpilleraient pas parce que l'effet bœuf est tel que les mairies se sentent menacées. Aucun maire ne pourra en cinq ans obtenir ce même résultat. Ça a été la bagarre, vraiment la guerre.

—Oui, ils se rendent compte qu'ils ne pourront jamais le faire.

—Mais ils pourraient le faire, ils ont plus d'argent que nous. Mais quand tu es dans la politique politicienne, c'est don et contre-don. Ils sont tellement pressés de mettre de côté ou d'aller faire une rue là puis une autre là-bas ; du saupoudrage… J'ai aussi été avantagée parce que j'ai été directrice de ce projet régional sur l'eau et l'assainissement ; parce qu'il n'y a pas que la pierre et le sable. Méthodologiquement, j'ai dirigé un projet et écrit des manuels de formation. Je sais comment lever les résistances, c'est un énorme boulot de dialogue social. Ce n'est pas évident d'entrer dans la famille, dans la maison de l'autre.
—Pensez-vous que la poésie ait sa place dans ce combat politique ?
— Moi, quand je parle de politique, c'est au sens noble du terme. Je ne suis pas politicienne, je ne milite dans aucun parti car je ne vois pas ce qu'ils proposent mis à part de se faire élire pour être là où il faut. Quand il y a 127 partis politiques, autant qu'il n'y en ait pas. Je parle de politique en termes de vision, de projet de cité. Poésie… ? Dans sa tête, il faut pouvoir rêver aussi… Comment faire de chaque réalisation, de chaque instant, quelque chose d'un peu spécial. Moi, c'est ça qui me donne du souffle. Je me plais là-dedans. Au-delà de l'architecture et de nos microréalisations, chaque entreprise te stimule. Et on le fait vraiment avec des bouts de ficelle ; ce que je voulais, c'est qu'en entrant ici, tu saches que tu es en Afrique et qu'il y a une modernité africaine à cultiver.
—Moi (Koufécou), je ne m'étais jamais promené dans ce quartier, c'est avec Sébastien que j'ai découvert quelque chose d'extraordinaire : je vois maintenant des vieillards qui sortent et s'asseyent devant leur maison. Dans aucun autre quartier de Bamako, vous ne pouvez voir ça : les vieux se sont cachés.
—J'ai remarqué aussi que le pavage se singularise suivant les accidents de parcours, c'est vraiment intéressant. Là, un enclos à moutons donc le pavage se soulève pour faire un soubassement, là une femme fait de la teinture, le pavage se creuse en un bac de trempage, là ça fait un banc pour l'épicerie… Ça ne pourrait pas exister si c'était une entreprise qui avait réalisé le pavage. On sent que c'est vivant.
—Oui, tout a été négocié au cas par cas avec les gens et puis, ce qui est incroyable, c'est le respect des gens de la propreté de la rue.
—Oui, je voyais hier des enfants balayer les feuilles tombées des arbres alors que la ville est couverte de détritus.
—Oui, à 7h du mat, c'est ffffiou, ffffiou, ffffiou…. Tout le monde balaie !
—Certaines familles pavent leur cour aussi.
—Oui, oui… Les chefs de famille m'ont dit : Aminata, vraiment, tu nous as créés des problèmes ! Nos femmes disent qu'il n'est plus question de marcher dans la boue. Elles ne veulent plus marcher dans une rue pavée puis rentrer dans la cour pleine de terre ! (Rires). Oui, beaucoup de cours commencent à être propre, bien rangées, il a suffi que tout commence pour que chacun veuille aménager à l'intérieur…

Pas de doute, cette réponse urbaine au désarroi, à l'incompétence et à la crasse est une révolte contre un modèle de développement, un cri efficace et précis qui engendre le bien-être et le lien. Un rêve d'architecte, sans architecte… Ce quartier démontre avec force et simplicité que le droit, l'administration et la technocratie sont des obstacles à l'invention de la ville durable. Seule une remise en question des pratiques politiques, économiques et sociales en matière d'urbanisme ainsi qu'un transfert de la maîtrise d'œuvre vers la société civile peuvent répondre aux défis sociaux et écologiques de la ville de demain. Nous nous promenons sur ce puzzle de pierres assemblé par les filles et garçons du quartier. Oui, nous nous promenons. Ce projet a aussi redonné aux rues leur valeur de déambulation.







Mercredi 23 Décembre 2009, 7h. Je prépare un café sur le petit gaz rangé sous le fauteuil. Nous retournons à Missira pour voir les chantiers de pavage. Nous quittons le taxi et marchons… Bamako est une ville d'arbres. "Les Maliens aiment la nature", précise Koufécou. Pas de rues sans arbres, ils créent l'ombre et la lumière, organisent l'espace public tels des arbres à palabres, invitent les hommes dans la rue. Les arbres font du thé, écoutent les histoires du quartier, regardent ensemble la télévision. Ils sont l'âme villageoise des rues colonisées. Parfois, ils débordent en plantes grasses, bleues ou violettes, deviennent architecture créant espaces, portes et fenêtres. Au bout de la rue, des tas de pierres roses et les marteaux frappant les moellons tirés des montagnes. Sous un petit auvent sont assises les personnalités du quartier : autorité morale, chef religieux, chef du quartier, chefs de famille, chef de chantier… " Bonjour, je m'appelle Sébastien, je vis en Belgique, je viens voir votre quartier. – Ah, c'est bien, et les enfants ça va ? Et votre maman ça va ?…" Un camion rempli de pierres décharge avec l'aide des passants. Sur le chantier, des maçons engagés par l'association sont aidés par des jeunes du quartier ; certains sont à l'université et viennent après les cours, d'autres sont sans emploi. Des filles remplissent les joints de mortier, une autre équipe cure les caniveaux et prépare les coffrages pour les dalles qui les couvriront. Sous mes yeux, une révolution urbaine, paisible, créative et responsable, une réponse à la mondialisation, un autre modèle de développement qui crée du lien et de la responsabilité par la construction de l'espace public. La rue n'est plus un flux mais un espace qui crée du lien. Une rue habitée, un lieu de ville… Nous allons au centre *Amadou Hampâté Ba* rencontrer les responsables du projet. Koufécou (KT) et moi (SV) nous asseyons avec le chef de quartier (CQ) et Gaoussou Diallo (GD), secrétaire exécutif de la FAMAPE.[9]

SV : Les gens sont-ils restés mobilisés une fois le pavage terminé ?
GD : Bon, nous, nous sommes une structure *faîtière*, la Fédération des Associations Maliennes pour l'Assainissement et la Protection de l'Environnement[10]. On laisse la pleine autonomie à chacune des associations membres de s'organiser sur son espace ; les associations qui ont bénéficié d'un fond d'appui dans le cadre du projet ont eu la liberté de recruter les personnels qui interviennent sur les différents chantiers, ce sont les habitants, notamment les jeunes, qui étaient demandeurs. A la fin des travaux, ce sont les associations aussi qui prennent les initiatives pour faire face aux dégradations éventuelles et à l'entretien. Chaque fois que leur espace de résidence est confronté à un problème quelconque, l'association se réunit pour trouver une solution et faire face. Vers la fin du projet, on a fait un grand atelier sur la maintenance des infrastructures, on a donné des pistes aux associations, même celles qui n'ont pas bénéficié de fonds d'appui, pour faire face à la maintenance. Nous fonctionnons sur l'autonomisation des associations. Les associations prennent les initiatives, elles organisent *les journées de salubrité.* Les femmes, les résidents, les riverains… tout le monde sort et balaie. On ramasse les détritus et on va les jeter. C'est une façon aussi de maintenir l'enthousiasme et de pérenniser en même temps les infrastructures. Car lors de ces actions, si l'association se rend compte que telle ou telle partie est dégradée, on peut faire face. Les moellons font à peu près 10 cm d'épaisseur, donc imaginez si ça se déchausse… Ça va être affreux et même impossible de passer ; donc, il faut faire face le plus tôt possible pour que la dégradation n'atteigne pas un point de non-retour. Les associations sont des unités de développement et ambitionnent donc d'aller au-delà du pavage de rues. Nous, on leur donne suffisamment d'outils pour que la

---

9 Entretien réalisé au Centre *Amadou Hampâté Ba*(CAHBA), Missira, Bamako, le 22 décembre 2009.
10 FAMAPE- www.famape.org

mobilisation appartienne à l'association et pour toujours fédérer les gens autour de cette action. Généralement, les associations viennent avec leurs problèmes. Dans un premier temps, je leur demande si elles sont des associations constituées. Si l'association n'est pas encore constituée, je les invite à organiser une assemblée générale d'information de manière à partager le plus largement possible le problème avec une masse critique de résidents. S'ils arrivent à faire ça et à obtenir le récépissé pour la création de l'association, je crois que déjà ils ont la volonté de faire face au problème pour lequel ils sont venus.

CQ : Monsieur Traoré, Monsieur Sébastien. Ça c'est une belle expérience, une très belle expérience. Parce que le projet en lui-même n'a pas pris en compte la maintenance des infrastructures, ça veut dire que le projet en a fini… En ce moment, ça devient l'affaire des associations. On est même *condamné* à s'occuper de ces infrastructures, nous n'avons pas le choix ; si ça se dégrade, ça devient grave. Donc nous sommes condamnés à nous les approprier et c'est ça l'avantage de la chose. Et la différence fondamentale aussi est que par rapport aux travaux réalisés par une entreprise sur ce genre d'espace, avec les travaux réalisés par les associations, pour une surface donnée, ça va coûter par exemple 35 millions. Pour la même surface, une entreprise va le réaliser pour 100 millions. Ça veut dire tout simplement que ce sont les habitants du quartier qui s'impliquent, femmes et hommes. Quand ça tombe sur les vacances, ce sont les élèves et les étudiants. Bon, symboliquement, on leur donne un peu d'argent par semaine et comme ça, c'est la fête. Mais, en fait, ils sont enthousiasmés, n'est-ce pas, de *faire* leur quartier ; et ça devient *leur* propriété. On n'a même pas besoin de le leur dire. Dès qu'ils mettent la main à la pâte, ils savent que c'est leur affaire, ce qui veut dire que même quand il y a des problèmes, par exemple des gros camions qui veulent passer dans les rues, c'est eux qui font la police. "On ne veut plus de ce camion ou de cette remorque, c'est terminé et c'est fini." Maintenant, pour ce qui concerne la propreté car on a les caniveaux qui vont avec cette chose là. Ça a même permis aux populations désormais de s'occuper de ces caniveaux-là, alors qu'elles ne le faisaient pas avant. Ce n'était pas leur affaire avant. Maintenant que le cadre de vie a un peu changé, s'est amélioré, et que les caniveaux vont avec, maintenant ce sont les femmes qui se sont regroupées de façon spontanée ; elles demandent 100 francs à chaque famille et sollicitent les jeunes pour curer les caniveaux. Notre rôle en tant qu'association est de demander à la voirie des caissons pour jeter les détritus des caniveaux. Ensuite la voirie les emmène. Et, c'est ça l'organisation.

KT : Je voudrais aller un peu plus en amont de cette belle entreprise parce que chez nous en Afrique, au Mali, pour pouvoir mobiliser les gens en milieu urbain, c'est très compliqué mais souvent quand l'exemple est là…Car moi je sais ; je suis de Bamako, je sais que c'est sur l'exemple d'Aminata que les autres voisins se sont inspirés, mais ma question est : comment a-t-elle débuté ? Je dirais qu'elle est sortie du néant pour montrer l'importance de la mobilisation des gens, des jeunes autour d'un problème qui les préoccupe parce que quelque part l'État a failli à son devoir.

CQ : Absolument et totalement.

KT : Donc, nous devons nous approprier les moyens que nous avons pour pouvoir améliorer notre condition de vie. Maintenant, comment ça s'est déroulé ?

CQ : Aminata ne pensait pas à ça. Aminata s'est dit que devant son hôtel, y'avait la boue. Elle s'est dit qu'avec un peu d'argent, elle allait essayer de paver cette rue. Elle n'a rien demandé aux voisins, elle s'est mise à la tâche. Ce sont les voisins qui, assis devant leur maison, regardaient ce travail fait par Aminata et se sont dit : tiens, est ce que ça peut pas se faire devant ma porte aussi ? Ils sont venus à Aminata pour lui dire : mais Aminata est-ce que vous ne pouvez pas venir nous aider à faire ce genre de travaux ? Donc, de façon spontanée, les gens sont venus à elle, c'est cette partie de Missira qui a commencé à être pavée et tout de suite de l'autre côté, quand

ils ont vu ça, ils sont dans la boue et la saleté ; ils voyaient tous le confort de ces habitants en train d'obtenir de ce pavage là ; ça ne peut pas se passer comme ça, nous aussi, nous en avons besoin. Nous sommes déjà constitués en association donc au lieu de chercher autre chose, c'est d'aller vers Aminata pour lui demander si elle peut nous aider à réaliser ce projet. De fil en aiguille, ça s'est développé comme ça. Aminata, au départ ne pensait même pas à la fédération. Quand les associations ont commencé à fleurir partout parce que tout le monde voyait l'exemple d'Aminata, quand le chef d'État lui-même est passé pour visiter les lieux, qu'on l'a vu à la télé jusqu'en Europe, les gens se sont dit : ce n'est pas possible qu'on puisse réaliser ça à Bamako avec des moyens qui ne sont pas considérables. Voilà, le coup est parti. L'enthousiasme, l'engouement sont nés de l'exemple d'Aminata. Donc, c'est elle-même qui a proposé de constituer une fédération pour avoir beaucoup plus de poids, beaucoup plus de force, beaucoup plus d'allant et peut-être les bailleurs de fonds vont s'intéresser à nous. Voilà comment les choses sont parties.

KT : Bien… Maintenant, j'ai appris par elle un problème assez écœurant. Je voudrais poser la question à la fédération. Lorsque vous avez appris que des institutions se sont appropriées de façon illégale cet exemple, comment a été la réaction de la fédération par rapport à cette situation car cela porte préjudice à l'esprit, à l'idéal premier de la création de l'association. Car lorsqu'elle m'a dit qu'ils se sont approprié le projet mais pas avec les mêmes coûts ni la même technique…Non seulement le coût a été exorbitant, la qualité n'y est pas. Car cela peut porter préjudice à l'esprit fondateur de la chose. Quelle a été la réaction de la fédération ?

CQ : En fait, on ne peut pas parler de réaction car ça émane de l'État lui-même. L'État, dans le domaine de la recherche des solutions au chômage qui est endémique au Mali, a créé une structure dénommée APJ , Association pour la Promotion des Jeunes. Il fallait donner à l'APJ un contenu… Ils ont commencé par créer des stages mais ça ne résolvait pas le problème. Ils ont créé des forums d'entreprises qui viennent rencontrer des jeunes Maliens et au terme de ces rencontres, il y a peut-être des jeunes qui auront la chance de se faire recruter. Mais, l'exemple typique du pavage des rues, c'est ici qu'ils l'ont vu et le chef d'État lui-même nous a félicités et on pensait fermement que l'État allait nous appuyer parce que nous avions déjà un partenaire, le Luxembourg, avec qui nous avions fait toutes les dernières réalisations. Mais l'État voyait la chose autrement. Il fallait tout simplement se l'approprier. Mais le coût est exorbitant pour seulement quelques mètres carrés de surface par rapport à ce que nous, nous avons fait ici, c'est diamétralement opposé. Parce que, en fait, c'est des bailleurs de fonds qui viennent, qui subventionnent. Ça peut être des prêts comme des subventions. Si c'est des prêts, c'est pour gonfler davantage l'endettement public du Mali mais en fait,… même les conséquences pour les jeunes : car après le projet terminé, il n'y a plus rien. Donc, on revient à la case départ. Si l'État nous avait appuyés dans cet élan, je pense que tous les quartiers de Bamako auraient pu être couverts par le projet. Et c'est l'État qui aurait gagné, c'est les populations qui auraient gagnées car le cadre de vie serait amélioré et il y aurait moins de problèmes. Vraiment, on ne comprend pas. Je crois que c'est un manque d'imagination de la part de l'État malien. "

KT : " Maintenant, comment arrivez-vous à protéger les acquis de la fédération, il faut les défendre… Vous n'y avez pas pensé ?

GD : La question que vous vous posez est complexe. Ce n'est pas comme en Europe où chaque expérience est brevetée, ici ce n'est pas le cas. Ce n'est pas une expérience avec un droit de propriété. N'importe qui peut reproduire l'expérience comme il veut.

KT : Je comprends bien, mais du point de vue éthique ?

GD : Même le Président de la République qui est venu nous voir… Après, il a créé un Ministère de l'environnement ! C'est après cette visite qu'il a créé ce ministère ; avant, ça n'existait pas. Ce ministère a été doté d'une structure technique à la disposition de laquelle on a mis un fonds

d'un milliard pour l'assainissement du district de Bamako. Mais, alors que nous sommes à l'origine de cette expérience, on n'a reçu aucune aide de l'État.
CQ : L'État a des difficultés pour trouver des solutions au chômage endémique et il a pensé, en s'introduisant dans ces structures là qu'il allait trouver une voie possible pour résoudre le chômage. Malheureusement, l'État s'y prend mal. Car si on était passé par Aminata, cela aurait permis à Aminata de se perfectionner davantage et de capitaliser l'expérience.
SV : Sinon, j'aurais aimé savoir si ce projet a changé les relations entre les gens. Est-ce que l'appropriation de l'espace public amène une forme de paix sociale, de découverte de l'autre dans la réalisation d'un espace commun ?
CQ : Vous l'avez deviné… Ça se fait automatiquement… Parce que avant le projet, y'a des voisins qui se parlaient pas. Je sors, je déverse mes eaux sales, je regarde l'autre-là qui déverse et pour éviter, moi j'essaie de monter des monticules devant ma porte pour protéger et lui aussi fait la même chose et finalement, c'est la rue qui est totalement dégradée. Mais dès lors qu'il y a eu ça, d'abord tout le monde s'y est mis et tout le monde voulait y participer. Quand ça a été réalisé, les gens ont été tellement surpris… ! Hier seulement, cette rue était tellement mal lotie, embourbée et maintenant tu peux sortir ta natte et dormir là-dessus. Maintenant tu parles aux voisins car tout le monde est à l'aise, tout le monde est dans le confort. Les nuits sont belles maintenant car tout le monde est dehors. Il y a des familles qui n'ont pas une belle cour, maintenant la cour est devenue la rue. Au petit soir, vous voyez les jeunes qui sortent et surtout les enfants pendant les jours fériés qui jouent au ballon. Ça a créé la paix sociale, comme vous l'avez si bien dit. N'ayez pas peur d'écrire ça… Nous vous en donnons la preuve.
GD : Ça a consolidé les rapports sociaux, les rapports de voisinage. Quand les gens ont trimé ensemble sur le même espace, qu'ils se sont blessés, qu'ils ont sué, qu'ils se sont pris en pitié, ils se sont querellés souvent, se sont réconciliés et donc ça a créé un lien solide de bon voisinage. Désormais, si quelqu'un a une cérémonie familiale, il informe les autres. Les gens qui ne se saluaient que de la main ou qui s'entrevoyaient seulement sont devenus à travers la réalisation de leur rue presque des parents. Désormais les gens sont entre eux. Désormais, ils prennent le thé ensemble, partagent le même espace et participent aux mêmes peines, aux mêmes joies. "
SV : " Est-ce que ce ne serait pas aussi une manière africaine de construire la ville ? On sait que la ville ici est un concept importé d'Europe par la colonisation, qui a été bâti sur des systèmes de quadrillages qui ne correspondent pas forcément à l'approche africaine. Est-ce que l'appropriation de l'espace public par le travail collectif n'est pas aussi une manière de transformer la ville en une vraie ville africaine ?
GD : Effectivement, c'est la philosophie sous-jacente au projet. Quand vous voyez l'intitulé : " Le soi, *moi*… le voisin… et le quartier ". Qu'est-ce que je peux faire *moi-même* en tant que personne et qu'est-ce que je peux faire *avec* mon voisin et *pour* mon quartier ? C'est pour créer un espace qu'on maîtrise, qu'on connaît et qu'on veut habiter. Je suis de cet espace, je veux le moduler à ma façon, je le construis à ma façon et comme ça je me l'approprie. C'est l'idée première. C'est une façon de plaquer le monde du village traditionnel dans un espace urbain. Parce que dans l'espace urbain, c'est l'anonymat, les gens ne se connaissent pas, ne connaissent pas leur voisin immédiat. Et donc, c'est une façon de se connaître et de construire son espace. Et si je dis l'espace, il y a l'espace physique et l'espace social.
KT : J'ai une autre question. La ville ici, appartient à plusieurs pouvoirs, à plusieurs autorités. Il y a d'abord l'autorité traditionnelle, morale, le chef de quartier, ensuite il y a les maires, les gouverneurs de district, le ministre de l'intérieur, etc. Tous ceux-ci partagent un certain pouvoir sur l'espace mais au tout début, lorsqu'Aminata a voulu aménager la devanture de sa maison, quelle a été la réaction de la mairie ?

GD : D'abord, on l'a réalisé sans l'autorisation de la mairie. (Rires) Le premier tronçon, elle l'a réalisé sans autorisation, sur fonds propres. Quand les résidents ont vu l'effet bénéfique : moins de poussière, de moustiques, de mouches, elle a été accrochée par les chefs de villages et c'est parti comme ça. Dans un premier temps, la mairie a salué l'initiative, elle nous a même appuyés pour l'évacuation des détritus. La chefferie traditionnelle a été un appui moral ainsi que les imams. Après la première phase, on a fait une étude d'impact et rencontré les gens. On a eu beaucoup de retours positifs. On a vu une femme, ça ne lui faisait plus plaisir de prier chez elle : à 5h du matin, pour la première prière, maintenant qu'elle a cette rue pavée et propre, elle fait ses ablutions chez elle et elle va jusqu'à la mosquée. Ses ablutions ne sont pas gâtées et donc elle prie correctement. Et, elle n'a plus peur de tomber. On a même reçu ici une délégation de la mosquée qui souhaitait qu'on prenne en charge l'aménagement des abords de la mosquée. On a donc eu l'appui politique, l'appui moral mais pas d'appui financier.
CQ : Je voulais aussi ajouter qu'il y a des jeunes qui se sont connus lors du pavage et qui ont pu monter des projets ensemble. Y'a cet exemple aussi.

Jeudi 24 Décembre 2009. Il neige à la télévision malienne. Le président fait ses vœux, hypocrisie incroyable. L'évêque de Bamako, devant un sapin en plastique dénonce vivement la corruption. Il neige sur l'Afrique. Orange envoie des promotions de Noël sur les portables d'Awa et Koufécou…

